

3 . 2 . C . C . A . P . Cahier des Clauses Administratives Particulières

Articles

1. Dispositions générales
2. Pièces constitutives du marché
3. Prix et évaluation des ouvrages, variations des prix et règlement des comptes
4. Délais d'exécution et pénalités
5. Clauses de financement
6. Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux et produits
7. Implantation
8. Préparation, coordination et exécution des ouvrages
9. Contrôles et Réception des travaux.
10. Exécution du présent C.C.A.P.
11. Dérogations au C.C.A.G.

Annexe :

- mise au point

Maître de l'Ouvrage
La Commune de CLEDEN-POHER

Objet de la Consultation
CONSTRUCTION DE VESTIAIRES DE FOOTBALL

ARTICLE 1

DISPOSITIONS GENERALES

1. 1. - OBJET DU MARCHÉ

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) s'appliquent à l'ensemble des prestations afférentes au projet de " **CONSTRUCTION DE VESTIAIRES DE FOOTBALL** ", elles concernent les marchés conclus par corps d'état.

Si plusieurs entreprises participent à l'exécution d'un même lot, elles seront obligatoirement conjointes et solidaires, aucune décomposition des travaux entre les entreprises n'étant admise à l'intérieur du marché à elles attribué.

La description des ouvrages et prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Prescriptions Techniques Particulières (C.C.T.P.) et dans les documents qui lui sont annexés.

1. 2. - NOMENCLATURE DES LOTS

Les prestations ci-après sont divisées en lots :

- 01. TERRASSEMENTS-VRD
- 02. GROS-ŒUVRE
- 03. CHARPENTE,
- 04. COUVERTURE ZINC
- 05. MENUISERIES EXTÉRIEURES
- 06. MENUISERIE INTÉRIEURE
- 07. ISOLATION, CLOISONS
- 08. PLAFONDS
- 09. CARRELAGE et FAÏENCE
- 10. PEINTURES et NETTOYAGE FINAL
- 11. PLOMBERIE et VENTILATIONS
- 12. ÉLECTRICITÉ, CHAUFFAGE et SÉCURITÉ

Les travaux, ouvrages et prestations rattachés à chacun des lots sont définis par le C.C.T.P. (ou Descriptif des Travaux).

La notification du marché sera faite à l'Entreprise par le Maître d'Ouvrage dans le délai de 90 jours à compter de la signature du marché par l'entreprise.

1. 3. - ORDRE DE SERVICE

Seront signés par le Maître de l'Ouvrage, l'Ordre de Service général prescrivant le commencement des travaux, ainsi que tous les ordres de service pour des travaux de caractère général susceptibles d'entraîner une modification, soit en plus, soit en moins, du montant de chaque marché et/ou ayant une incidence sur le déroulement et le délai des travaux.

Seront signés par le Maître d'Ouvre les Ordres de Service à caractère technique ou relatifs à la bonne marche des travaux et qui n'auront aucune répercussion directe ou indirecte sur le montant des marchés conclus, ni sur les délais d'exécution.

ARTICLE 2

PIÈCES CONSTITUTIVES du MARCHE

Les pièces constitutives du marché sont les pièces particulières et les pièces générales.

2. 1. - Les pièces particulières sont :

1. L'acte d'engagement définitif (soumission), auquel est annexé le devis quantitatif estimatif des travaux de l'entrepreneur traité à prix global forfaitaire (avec indication de chaque prix unitaire).

Les erreurs de quantités, divergences ou ambiguïtés de toutes sortes pouvant apparaître au devis quantitatif estimatif sus - visé, ne sauraient en aucun cas conduire à une modification du prix global forfaitaire non révisable porté dans l'acte d'engagement.

La décomposition n'a de caractère contractuel que pour ce qui concerne l'établissement des décomptes provisoires et définitifs.

2. Le calendrier d'exécution qui sera mis au point au cours de la période de préparation visée à l'article 8.1. ci-après dans le cadre du calendrier de réalisation des travaux indiqué au règlement particulier d'appel à la concurrence (3. 3. RCE) et au dossier sur la base duquel l'entrepreneur a établi son acte d'engagement.

3. Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (3. 2.)

4. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières 3.1. (C. C. T. P.) détaillé de l'ensemble des travaux suivant les différents lots, complété par les avis techniques du C.S.T.B. et de l'avis des assurances pour les procédés de construction, ouvrages et matériaux non traditionnels retenus et, éventuellement, des notices techniques ainsi que l'agrément ministériel des composants.

Toutes dérogations aux avis techniques et aux documents visés aux 9 et 10 ci-après, devront faire l'objet d'une énumération par corps d'état au devis descriptif, complété par l'avis des assurances.

5. La série des plans établis par l'auteur du projet, complétée par les plans de détails d'exécution définissant d'une façon complète les bâtiments à construire, y compris fondations. Ces plans sont énumérés dans la liste jointe au 3.1. (C.C.T.P.)

2. 2. - Les pièces générales sont :

1. Les Cahiers des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.) en vigueur à la date de remise de l'acte d'engagement.

2. Les prescriptions techniques générales constituées par les documents du R.E.E.F. et du Centre Scientifique et Technique du Bâtiment, édités et en vigueur le premier jour du mois d'établissement des prix définis au 4.5. de l'article du C.C.A.G. et notamment :

- les règles de calcul et documents conformes aux D.T.U.
- les Documents Techniques Unifiés (D.T.U.)
- les normes françaises P. (bâtiment), C. (électricité), D. (gaz)

- les normes U.T.E. - U.S.E.,
- les Cahiers des Charges pour l'exécution des ouvrages non traditionnels,
- plus généralement, tous les cahiers techniques et cahiers des clauses spéciales techniques.

3. Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.), applicable aux marchés publics de travaux, approuvé par le décret n° 76.87 du 21 janvier 1976 modifié.

2. 3. Les pièces constitutives du marché prévalent en cas de contradiction ou de différence dans l'ordre où elles sont mentionnées ci - avant.

ARTICLE 3

PRIX et MODE d'ÉVALUATION des OUVRAGES, VARIATION des PRIX, REGLEMENT des COMPTES

3. 1. - Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être payé à l'entrepreneur titulaire du marché

3. 2. - Contenu des prix et Mode d'évaluation des ouvrages

1. connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux - vérification préalable

L'entreprise est réputée avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux, elle reconnaît avoir notamment, avant remise de son Acte d'engagement :

- pris pleine connaissance du plan-masse et de tous les plans et documents utiles à la réalisation des travaux, ainsi que des sites, des lieux et des terrains d'implantation des ouvrages et de tous les éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux,

- apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leurs particularités,

- **procédé à une visite détaillée de l'immeuble** et avoir pris parfaitement connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes les sujétions relatives aux lieux des travaux, aux accès et abords, à la topographie et à la nature des terrains (couche superficielle, venue d'eau, etc. ...) à l'exécution des travaux à pied d'oeuvre, ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier (moyens de communication et de transport), lieu d'extraction des matériaux, stockage des matériaux, ressources en main d'oeuvre, énergie électrique, eau, installation de chantier, éloignement des déchetteries autorisées

- contrôlé toutes les indications des documents du marché, notamment celles données par les plans, les dessins d'exécution et le Cahier des Clauses Techniques Particulières 3.1. (C. C. T. P.), s'être assuré qu'elles sont exactes, suffisantes et concordantes

- s'être entouré de tous les renseignements complémentaires éventuels près du Maître d'Ouvre, du maître d'Ouvrage et avoir pris tous renseignements utiles auprès des services publics ou de caractère public (service de la D.D.T.M., services municipaux, service des eaux, EDF - GDF, France TELECOM, service de sécurité, etc...)

Les prix tiennent compte de toutes les obligations résultant de l'application des prescriptions de l'ensemble des documents contractuels énumérés à l'article 2 du présent C.C.A.P.

En conséquence, l'entrepreneur ne pourra prétendre à aucun supplément de prix pour travaux supplémentaires éventuels qui seraient consécutifs à un manque de conformité du projet par rapport aux exigences réglementaires citées ci - avant,

Il en est de même des exigences des services concessionnaires et de l'inspection départementale de la sécurité, à l'exception de celles qui proviendraient de modifications du fait de ces services par rapport aux accords passés antérieurement à la signature du marché.

2. Compte prorata

Missions particulières des entrepreneurs des lots GROS – ŒUVRE, PLOMBERIE et ÉLECTRICITÉ

a) l'entrepreneur du lot GROS - OEUVRE se chargera de la gestion du compte prorata et en fera son affaire, après vérification par le Maître d'Ouvrage du règlement des comptes. Sont inclus dans ce compte prorata :

- . les dépenses relatives au branchement téléphone ainsi qu'à la consommation et à l'enlèvement,
- . les frais occasionnés par des dégâts commis par des inconnus sur le chantier,
- . les frais de nettoyage du chantier.

L'entrepreneur du lot GROS - OEUVRE aura à sa charge, hors compte prorata :

- . le panneau de chantier (avec l'indication des caractéristiques du permis de construire),
- . la palissade de protection du chantier,
- . l'organisation des stockages,
- . la police, l'hygiène, la sécurité et le gardiennage du chantier,
- . la remise au net des locaux occupés pendant les travaux.

b) l'entrepreneur du lot Plomberie se chargera de la gestion du compte concernant les dépenses relatives au branchement et la consommation d'eau

c) l'entrepreneur du lot Électricité aura à sa charge la gestion du compte dépenses relatives au branchement électricité, ainsi qu'à son enlèvement

3. 3. - Etablissement des comptes

Les ouvrages et prestations faisant l'objet du marché seront réglés sur la base des prix unitaires portés dans la décomposition du prix forfaitaire du devis quantitatif estimatif joint à la soumission.

Le paiement des acomptes ne pourra s'effectuer qu'à partir de ce document.

Les situations mensuelles et décomptes définitifs seront adressés en **trois exemplaires** à l'architecte qui les transmettra, après vérification, au Maître de l'ouvrage.

3. 4. - Travaux de fondations

L'Entreprise, en fonction de la nature et de la résistance des sols, devra faire une offre de prix forfaitaire pour les fondations prévisibles des divers bâtiments composant l'opération.

Cette offre de prix, incluse dans l'Acte d'Engagement du présent marché, devra être justifiée par une décomposition sous forme de devis quantitatif estimatif, par une description précise et détaillée des fondations proposées. Ces justifications seront visées

pour accord par le Maître d'Oeuvre. Les notes de calcul et plans seront ceux du B.E.T. de béton armé.

A l'exécution, si les caractéristiques du terrain sous certaines parties d'immeubles s'écartent de celles définies au descriptif du présent marché, le Maître d'Oeuvre, sur justifications détaillées et précisées, fera exécuter par l'Entreprise les modifications à adopter après en avoir avisé le Maître de l'Ouvrage.

3. 5. - Variation dans les prix

Les prix portés dans les actes d'engagement seront réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de juin 2015. Le mois de référence des prix sera celui du démarrage des travaux.

1. Actualisation des prix

Les prix de référence du mois de septembre 2016 seront actualisables, si, pour une raison quelconque, l'Ordre de Service de démarrage était retardé sur l'initiative du Maître de l'Ouvrage. L'actualisation s'effectuerait en hausse comme en baisse, en tenant compte d'une marge de neutralisation de 3 mois, par application de la formule suivante pour tous les lots :

$$P = P_0 \left(\frac{\text{BT 01 du mois de l'Ordre de Service de démarrage}}{\text{BT 01 du mois de référence} + 3 \text{ mois}} \right)$$

BT 01 = Index national bâtiment Tous Corps d'Etat publié au Journal Officiel.

2. Révision des prix pour tous les lots.

Les prix, éventuellement actualisés, seront fermes, non révisables pendant toute la durée prévisionnelle du chantier.

3. Retard d'exécution

L'actualisation ou la révision des prix se fait en application des coefficients établis à partir d'index de référence fixés par le marché.

Si les travaux ne sont pas achevés à l'expiration du délai d'exécution fixé par le marché (ou prolongé) la révision des prix s'applique.

4. Application de la Taxe à la Valeur Ajoutée

Les montants des acomptes mensuels et de l'acompte pour solde sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants seront éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors des encaissements correspondants.

3. 6. - Paiement des co-traitants et des sous-traitants

1. Modalités de paiement direct

Si plusieurs entrepreneurs sont chargés conjointement et solidairement de l'exécution d'un ou plusieurs lots, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer à chacun des entrepreneurs solidaires, selon les modalités de répartition de paiements prévues dans le marché.

2. Désignation des sous-traitants en cours de marché

L'acceptation d'un ou plusieurs sous-traitants en cours de marché sera constatée par un avenant signé par la personne responsable du marché et par l'Entrepreneur qui conclut le contrat de sous-traitance.

En aucun cas l'entrepreneur ne peut céder, faire apport, sous-traiter tout ou partie des travaux faisant l'objet de son marché sans l'autorisation préalable et écrite du Maître de l'Ouvrage.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le candidat devra joindre en sus du projet d'acte spécial ou d'avenant :

- . une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup des interdictions visées au 3° de l'article 50 du code des marchés Publics,

- . une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L 324-9, L 324-10, L 341-6, L 125-1 et L 125-3 du Code du Travail.

3.7 - Avance forfaitaire (selon indication portée à acte d'engagement)

Son montant est égal à 5 % du montant initial du marché (en prix de base).

Le mandatement de cette avance interviendra dans le délai d'un mois à partir de la date à laquelle commence à courir le délai contractuel d'exécution.

Le remboursement de cette avance commence lorsque le montant cumulé des demandes d'acomptes présentées par le maître d'oeuvre atteindra ou dépassera 65 % du montant initial (hors T.V.A.) du marché. Son montant ne sera ni révisé ni actualisé.

ARTICLE 4

DELAIS d'EXÉCUTION et PÉNALITÉS

4. 1. - Délais d'exécution

A compter de l'ordre de service général prescrivant le commencement des travaux, signé par le Maître de l'Ouvrage, les travaux tous corps d'état du programme devront être terminés dans un délai de huit (8) mois, non compris le mois de préparation de un mois et non compris les jours ouvrables d'intempéries (maximum 15 jours) et les périodes des congés payés situés durant la période d'exécution des travaux. Ce délai englobe le repliement du matériel et le nettoyage des lieux.

Il est précisé pour l'application de l'article 19-11 du C.C.A.G. que le délai stipulé ci-dessus est indépendant de la période de préparation, en ce sens que leur point de départ peut se situer à l'intérieur ou à l'extérieur de cette période.

A l'intérieur de ce délai, chaque entrepreneur doit commencer les travaux qui lui incombent et, le cas échéant, approvisionner son chantier à la date fixée au calendrier d'exécution mis au point pendant la période de préparation.

Les dates d'intervention de chaque entreprise sont indiquées au dit calendrier d'exécution ainsi que, s'il y a lieu, les délais partiels impartis. Le délai de six mois prévu à l'article 46.6 du C.C.A.G. pour la délivrance de l'Ordre de Service s'entend de l'Ordre de Service général prescrivant le commencement des travaux.

Chaque entrepreneur est tenu, pendant le cours du délai d'exécution, de maintenir sur le chantier, les personnels, matériels et approvisionnement suffisant pour le respect des délais qui lui sont impartis.

Il ne peut détourner pour un autre service, sans autorisation écrite du Maître d'Oeuvre, aucun ouvrier ni aucune partie de matériaux approvisionnés.

Au cas où le retard est constaté dans la cadence d'exécution des travaux, le Maître de l'ouvrage peut, sur proposition du Maître d'Oeuvre, mettre en demeure l'Entrepreneur :

- d'augmenter le nombre d'ouvriers employés par lui sur le chantier ou dans ses ateliers ou usines,
- d'affecter au chantier du matériel et approvisionnements supplémentaires en vue d'augmenter la cadence d'exécution et de rattraper rapidement le dit retard.

4. 2. - Prolongation des délais d'exécution

Un forfait de trois semaines d'intempéries sera inclus dans le calendrier prévisionnel de réalisation des travaux, soit 15 jours ouvrables.

Si en cours de travaux, le nombre réel de journées d'intempéries était supérieur à ces quinze jours ouvrables, le délai global serait prolongé automatiquement et sans avenant, du nombre de jours supplémentaires. Sont comptées comme journées d'intempéries pour application du présent alinéa, les journées où le travail est arrêté, conformément aux dispositions de la loi n° 46.2299 du 21 octobre 1946.

1. A partir du moment où le calendrier d'exécution a été mis au point, l'entrepreneur est tenu de signaler au Maître d'Oeuvre et au Maître de l'Ouvrage, par lettre recommandée, dans un délai de quinze jours, toute circonstance ou événement susceptible de motiver une prolongation du délai d'exécution.

Toutes justifications nécessaires permettant au Maître d'Oeuvre et au Maître de l'Ouvrage de reconnaître le bien-fondé des difficultés imprévues motivant le retard, doivent être jointes.

Si, à la suite de l'examen des justifications fournies, le Maître de l'ouvrage décide d'accorder une prolongation de délai, un avenant fixant le nouveau délai contractuel sera établi.

2. Pour mettre le Maître de l'Ouvrage en mesure de constater le nombre réel de journées d'intempéries pouvant donner lieu à prolongation du délai d'exécution, l'entrepreneur doit signaler sans retard les journées qui répondent aux dispositions de la loi n° 46.2299 du 21 octobre 1946.

Il est précisé, pour le calcul des jours d'intempéries, que :

- seuls les relevés météo de la station la plus proche font référence dans la détermination des intempéries,
- le nombre de jours ouvrables sera pris uniformément à 21 jours par mois.

4. 3. - Pénalités pour retard dans l'exécution et Primes pour avance

1. Pénalités pour retard

Tout retard dans la livraison de l'opération donne lieu, sans mise en demeure préalable, à l'application d'une pénalité fixée, par dérogation au C.C.A.G. à 50 € TTC (cinquante euros) par jour calendaire de retard. Les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation du retard par le Maître d'Oeuvre. Le montant des pénalités ne sera pas limité.

En complément de l'Article 20. 1 du C.C.A.G., le maintien final du délai étant subordonné au respect de l'échelonnement des travaux fixés par le calendrier d'exécution, tout dépassement en cours d'exécution des délais correspondant aux phases de travaux qui y sont figurées, donne le droit au Maître de l'Ouvrage d'exiger de l'Entrepreneur la constitution immédiate d'une provision qui est effectuée par une retenue sur le montant de l'acompte.

La constatation du retard est établie chaque mois par comparaison de l'état d'avancement déterminé par le Planning, la date d'origine de ce dernier étant prise égale à celle prescrite pour le commencement des travaux. Pour chaque phase de travaux, en l'absence de précision de cadence au calendrier d'exécution, celle-ci est, pour l'état d'avancement, réputée uniforme dans le délai imparti à cette phase. Le montant de la provision est calculé par application au nombre de jours de retard du montant journalier de la pénalité.

Lorsqu'à la suite d'une première constatation de retard, une provision est constituée dans les conditions ci-dessus, son montant est, le cas échéant, au cours des mois suivants, réduit ou augmenté selon la diminution ou l'augmentation constatée du retard de l'entrepreneur.

Outre les pénalités susvisées, les entreprises responsables supporteront le supplément de révision payé par le Maître d'Ouvrage aux entreprises en raison du décalage de leur intervention ou de la prolongation de délai ayant pour origine le retard apporté par d'autres entreprises. La répartition de ce supplément sera effectuée par le Maître d'Oeuvre.

2. Prime pour avance

Il ne sera alloué aucune prime d'avance pour les cas d'achèvement des prestations avant l'expiration du délai imparti.

3. Résiliation du marché

La résiliation du marché peut avoir lieu, sur l'initiative du maître de l'Ouvrage, en cas de décès de l'entrepreneur, de faillite, dépôt de bilan, cessation d'activité, liquidation judiciaire, en cas de sous-traité ou d'emploi de tâcherons sans autorisation, en cas de fraude ou de tentative de fraude, en cas d'absence prolongée (15 jours) ou d'abandon de chantier, en cas de récidive dans le refus de conformer à un ordre de service, en cas de non-respect des règles de sécurité, en cas d'alcoolisme, enfin, dans tous les cas où l'entrepreneur, par négligence, incapacité ou mauvaise foi ne remplit pas les conditions de son marché et compromet les intérêts du Maître de l'Ouvrage.

4. 4. - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux.

Il est rappelé que les délais impartis englobent le repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux. En conséquence, tout retard constaté sur ces opérations est sanctionné comme retard dans l'achèvement des travaux. En cas de retard dans ces opérations et après mise en demeure par Ordre de Service restée sans effet, il peut être procédé par le Maître de l'Ouvrage, aux frais de l'Entrepreneur, sans préjudice de l'application de la pénalité visée ci - avant.

4. 5. - Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution.

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents visés à l'article 40 du C.C.A.G., une retenue égale à 30 € (trente euros) par jour de retard et par document à compter du jour de la RECEPTION de L'OUVRAGE est opérée dans les conditions stipulées à l'article 20.6 du C. C. A. G. sur les sommes dues à l'entrepreneur (documents et plans à fournir à l'Architecte, à l'organisme de contrôle s'il y a lieu et au Maître de l'Ouvrage).

Les plans et les documents à fournir par l'Entrepreneur, en application de l'Article 40 du C.C.A.G. concernant les prestations demandées par l'Architecte, l'Organisme de contrôle ou les Services de Sécurité et en particulier les :

- plans et schémas de montage du tableau électrique pour le lot ELECTRICITE CHAUFFAGE,

- plans et schémas des installations et des canalisations pour le lot PLOMBERIE, et VENTILATION,
- les plans et documents relatifs à la Sécurité et à la Protection de la Santé selon demande du coordonnateur S.P.S.

4. 6. - Absence aux rendez-vous de chantier

Si l'Entrepreneur ou son représentant agréé n'assiste pas à un rendez-vous de chantier ou de coordination hebdomadaire de chantier ou ne se rend pas à une convocation à lui adressée par le Maître d'Oeuvre, il est passible d'une pénalité de quarante cinq euros (45 €), sauf excuses notifiées avant l'heure fixée ou sur excuses justifiées par cas de force majeure.

ARTICLE 5

CLAUSES DE FINANCEMENT

Il n'est pas exigé de cautionnement de l'entrepreneur.

5. 1. - Retenue de garantie

Il sera appliqué, sur les sommes dues à titre d'acompte, une retenue de 5 % destinée à garantir le Maître de l'Ouvrage du paiement des sommes dont ce dernier pourrait être créancier à un titre quelconque, dans le cadre du marché.

La retenue de garantie ou l'engagement de caution pourra être réduit(e) de 2,50 % du montant initial du marché, éventuellement modifié par avenant, après notification de la décision de réception des ouvrages et reprise des omissions, imperfections ou malfaçons constatées à la réception et sous réserve que l'entreprise ait rempli toutes ses obligations dont celles visées à l'Article 44.1 du C.C.A.G., sauf si la personne responsable du marché a signalé à l'entrepreneur et à la caution, par lettre recommandée, que l'entrepreneur n'a pas rempli toutes ses obligations.

5. 2. - Approvisionnements

Sans objet

ARTICLE 6

PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE et PRISE EN CHARGE des MATERIAUX et PRODUITS

6. 1. - Provenance des matériaux et produits

Le C.C.T.P. fixe la provenance de ceux des produits, matériaux et composants de construction, dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

6. 2. - Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits.

1. Le C.C.T.P. définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du C.C.A.G. et du C.C.T.G. concernant les caractéristiques et qualités des produits, matériaux et composants de construction à utiliser dans les travaux ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves tant quantitatives que qualitatives sur le chantier.

Sauf accord intervenu entre le Maître d'Oeuvre et l'Entrepreneur sur les dispositions différentes, les vérifications de qualité seront assurées par un organisme de contrôle.

Par dérogation aux dispositions de l'article 24.5. du C.C.A.G. les réfections de prix éventuelles résultant de l'acceptation par le Maître d'Oeuvre de matériaux, produits ou composants non conformes à ceux définis dans le C.C.T.P., seront notifiées à l'entrepreneur par le Maître d'Oeuvre après accord du Maître d'Ouvrage.

2. Le C.C.T.P. précise quels matériaux, produits et composants de construction feront l'objet de vérifications ou de surveillance de fabrication dans les usines, ateliers, magasins et carrières de l'entrepreneur ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

Sauf accord intervenu entre le Maître d'Oeuvre et l'Entrepreneur sur des modalités différentes, les vérifications et la surveillance seront assurées par un organisme de contrôle.

3. Le Maître d'Oeuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché :

- s'ils sont effectués par l'entrepreneur, ils sont rémunérés sur justifications des dépenses,

- s'ils sont effectués par un tiers, ils sont rémunérés par le Maître de l'Ouvrage.

Toutefois, par dérogation aux dispositions de l'article 24.6 et 36 du C.C.A.G., il est précisé que l'emploi des procédés, produits ou matériaux non traditionnels ne pourra être admis que sur présentation par l'entrepreneur de l'avis technique du C.S.T.B.

Dans tous les cas, un accord des assurances de responsabilité décennale est nécessaire. L'Entrepreneur devra justifier de cet accord.

ARTICLE 7

IMPLANTATION des OUVRAGES

7. 1. - Piquetage général

Le piquetage général sera effectué par l'Entrepreneur du lot n° 02, à ses frais, avant le commencement des travaux, et, contradictoirement avec le Maître d'Oeuvre dans les conditions précisées au C.C.T.P.

7. 2. - Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

Si des ouvrages ou canalisations enterrés se trouvent au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, un piquetage spécial sera effectué par l'entrepreneur, et à ses frais, en même temps que le piquetage général, compte tenu des informations sur la nature et la position de ces ouvrages, fournies par le Maître d'Oeuvre.

ARTICLE 8

PREPARATION, COORDINATION et EXECUTION des TRAVAUX

8. 1. - Période de préparation, Programme d'exécution des travaux

La période de préparation d'un mois est comptée en plus du délai global d'exécution de (8) huit mois ; l'Entrepreneur pourra toutefois intervenir dès réception de l'Ordre de Service.

1. Il sera procédé au cours de cette période aux opérations énoncées ci-après :

. par l'entrepreneur du lot 02 gros - œuvre :

- établissement du programme de sécurité et d'hygiène prévue par l'article 28.3 du C.C.A.G.

- établissement du projet d'implantation des installations de chantier

. par les entrepreneurs de tous les lots :

- établissement d'une décomposition du prix forfaitaire selon les phases techniques permettant de dresser le planning financier de l'opération

. par le Maître d'Oeuvre :

- établissement du programme d'exécution des travaux (ou calendrier de réalisation)

2. Les documents établis par l'Entrepreneur au cours de la période de préparation des travaux seront soumis au visa du Maître d'Oeuvre dix jours au moins avant l'expiration de la période de préparation.

Les documents conditionnent le règlement de la troisième situation mensuelle.

Sur le projet des installations de chantier devront figurer s'il y a lieu :

a) l'emplacement des bureaux de chantier,

b) l'emplacement des centrales à béton avec leur stockage d'agréats, les ateliers de ferrailage, de préfabrication et de coffrage,

c) l'emplacement des voies de grues avec indication des périodes de travail et des périodes de transfert,

d) les baraquements de stockage du matériel, des matériaux et des éléments préfabriqués de chaque entreprise, avec les surfaces de stockage à l'air libre, ainsi que les parcs à acier, s'il y a lieu,

e) les postes de transformation de chantier, les surpresseurs et les réservoirs d'eau s'il y a lieu,

f) l'emplacement des postes provisoires de lutte contre l'incendie,

g) les zones de mise en dépôt provisoire des terres végétales, des déblais en attente de réemploi pour remblai, ainsi que les zones d'accès interdites,

h) tous détails non énumérés ci-dessus mais que l'entrepreneur jugerait bon d'ajouter pour la facilité de son installation.

3. - Bureau de chantier

Pour l'application de l'article 10.12 du C.C.A.G., il est précisé que le local indispensable aux réunions de chantier aura une surface d'environ 25 m². Ce local est meublé par l'entrepreneur qui assure, à ses frais, l'éclairage, le chauffage, l'entretien et le nettoyage. Le dit local est muni d'un téléphone relié directement au central téléphonique, les taxes d'abonnement et les taxes de conversation étant à la charge de l'entreprise jusqu'au complet achèvement des travaux.

4. - Panneau de chantier

Dès l'ouverture du chantier, l'entrepreneur du lot 02 gros - oeuvre, à qui incombe le nettoyage des parties communes du chantier, fournit et fait poser un panneau de chantier répondant aux dispositions réglementaires d'affichage des caractéristiques du permis de construire.

5. - Echantillons

Les échantillons de matériaux et d'appareillages ou les prototypes dont la production est prévue par le C.C.T.P. seront entreposés dans le bureau de chantier mis à la disposition du Maître d'Oeuvre, qui sera seul juge de la conformité de ces échantillons avec les spécifications des pièces du dossier.

8. 2. - Plans d'exécution, Notes de calculs, Etudes de détails

Les plans d'exécution des ouvrages et leurs spécifications techniques détaillées sont établis par les entreprises attributaires des travaux.

Tous les documents seront contrôlés et visés par le Bureau de contrôle technique désigné. Ils seront ensuite transmis à l'Architecte puis au Maître d'Ouvrage.

Avant toute exécution, l'entrepreneur aura l'obligation de vérifier que ces documents ne contiennent pas d'erreurs, omissions ou contradictions qui sont normalement décelables par un homme de l'art ; s'il relève des erreurs ou omissions ou contradictions, il doit le signaler immédiatement au maître d'oeuvre par écrit.

L'entrepreneur ne peut commencer l'exécution qu'après avoir reçu l'approbation ou le visa du Maître d'Ouvre sur les documents visés ci-dessus.

8. 3. - Mesures d'ordre social, application de la réglementation du travail.

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier ne peut excéder 10 % et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à 10 %.

8. 4. - Organisation, sécurité et hygiène des chantiers

1. L'un des plans annexés au C.C.T.P. fait apparaître les emplacements qui, en dehors de l'emprise proprement dite de l'opération, sont mis gratuitement à la disposition de l'entrepreneur, en tant que de besoin, pour ses installations de chantier et dépôts provisoires de matériels, matériaux et terre à réemployer.

Les dits emplacements devront être remis en état par l'entrepreneur à la fin des travaux, avant l'expiration du délai d'exécution.

Les voies et réseaux divers existants sur le terrain sont mis à la disposition de l'entrepreneur pour l'exécution des travaux. Le projet des installations de chantier indique parmi ces voies et réseaux ceux qui doivent être maintenus après la fin des travaux et ceux qui doivent être supprimés. Les ouvrages qui doivent être maintenus seront restitués par l'entrepreneur dans l'état où ils étaient lorsqu'ils ont été mis à sa disposition ; ceux qui sont appelés à être ultérieurement supprimés seront entretenus pour les besoins du chantier mais leur remise en état initial ne sera pas exigée à la fin des travaux.

L'entretien et la réparation devront être effectués par des entrepreneurs qualifiés.

Aucun dépôt de matériel ou matériaux et aucun atelier de chantier ne doivent être établis à l'intérieur des bâtiments, sauf disposition contraire du projet d'installation de chantier ou autorisation écrite spéciale du Maître d'Ouvre.

2. Mesures particulières concernant la sécurité et l'hygiène

L'entrepreneur devra se conformer à la réglementation en vigueur qui peut être consultée à la Direction Générale du Travail.

Il est rappelé à l'entreprise que celle-ci doit se conformer aux règles d'hygiène et de sécurité prévues par la loi et les faire respecter.

Elle devra faire connaître aux services compétents de l'inspection du travail et de la sécurité sociale les mesures qu'elle envisage de prendre sur le chantier.

L'entreprise devra tenir compte des demandes et observations formulées par le coordonnateur SPS désigné par le Maître d'Ouvrage

8. 5. - Réunions et procès-verbaux de chantier

Le Maître d'Oeuvre établit les procès-verbaux de rendez-vous de chantier, mention explicite étant faite des entrepreneurs présents, et sur lequel il inscrit toutes instructions ou observations.

Les entreprises sont tenues de prendre connaissance de ces inscriptions portées qui valent Ordre de Service, toute suite devant y être donnée dès lors que celles-ci n'ont aucune répercussion directe ou indirecte sur le montant des marchés conclus ni sur les détails d'exécution.

8.6. - Nettoyage du chantier

Pendant les travaux, chaque entreprise devra tenir le chantier en état de propreté.

En fin de chantier, l'entrepreneur devra débarrasser les terrains de tout matériel appartenant à son entreprise. En cas de défaillance, l'architecte fera enlever les décombres au compte de celle-ci.

ARTICLE 9

CONTROLES et RECEPTION des TRAVAUX

9. 1. - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles des ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules intéressés du C.C.T.P. seront assurés par un organisme de contrôle.

9. 2. - Réception

1. La réception des ouvrages aura lieu à l'achèvement de l'ensemble des prestations afférentes à l'exécution de l'opération visée à l'article 1er. La date d'effet de la réception est celle de l'achèvement de l'ensemble des prestations afférentes à la réalisation de l'opération.

Toutefois, si les travaux d'une ou plusieurs entreprises ne sont pas en état d'être reçus à la date fixée, en application de l'article 41.1. du C.C.A.G., le Maître d'Ouvrage peut prononcer néanmoins la réception des travaux des autres entreprises.

2. Les épreuves prévues par l'article 41 du C.C.A.G. sont précisées dans le C.C.T.P. - Pour le lot chauffage, certains essais de fonctionnement prévus ne pouvant avoir lieu que lorsque les conditions atmosphériques le permettent, la réception sera prononcée selon les règles particulières mentionnées au C.C.T.P.

3. Lors des opérations préalables à la réception, l'entrepreneur intéressé doit présenter les certificats « CONSUEL » et de promesse de mise en service par EDF ainsi que de contrôle par un organisme agréé s'il y a lieu.

9. 3. - Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Le pré - chauffage nécessaire à l'exécution des travaux dans les conditions de température requises par les Cahiers des Clauses Techniques Générales, les Cahiers des Prescriptions Communes et les Documents Techniques Unifiés ou les avis techniques, est à la charge et à l'initiative du titulaire du marché.

Toutefois, pendant les périodes d'intempéries, sur avis favorable du Maître d'Oeuvre, le Maître de l'ouvrage pourra prescrire ou autoriser la mise en service des installations de chauffage, dans le but notamment :

- de garantir la bonne exécution intérieure du second oeuvre,
- de permettre la livraison anticipée des bâtiments.

Dans ce cas, il sera établi entre le Maître d'Ouvrage et l'entreprise un contrat pour la mise en service des installations avant réception.

9. 4. - Documents fournis après exécution

En complément des dispositions prévues à l'article 40 du C.C.A.G. :

. au plus tard deux mois après la réception, l'entrepreneur doit fournir au Maître d'Oeuvre, en deux exemplaires, une documentation technique complète sur les ouvrages exécutés par lui, soit :

- 1) les dessins correspondant à la série de plans contractuels et aux dessins de détails établis en cours d'exécution,
 - pour le lot Gros - Oeuvre les plans d'ensemble,
 - pour les corps d'état plomberie, chauffage, ventilation et électricité, l'entrepreneur fournit les schémas des installations sur plans d'ensemble avec indication des appareils, des robinets, des interrupteurs, etc...
- 2) les notices, en traduction française s'il y a lieu, de fonctionnement et d'entretien pour les corps d'état chauffage, ventilation et équipements divers,
- 3) la liste des appareils de type spécial et de certaines de leurs pièces, en vue de leur remplacement éventuel, indiquant la désignation exacte et le nom et l'adresse des fournisseurs,
- 4) les caractéristiques et classements divers des matériaux utilisés en général.

9. 5. - Délai de garantie

Le délai de garantie est fixé à l'article 44.1 du C.C.A.G.

9. 6. – Assurances

Dans un délai de 15 (quinze) jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, l'Entrepreneur devra justifier qu'il est titulaire :

1. D'une assurance individuelle de « responsabilité civile de chef d'entreprise », couvrant les risques qu'il encourt du fait de son activité dans le chantier, au titre des articles 1382 et suivants du Code Civil, et notamment des conséquences pécuniaires de dommages corporels, matériels ou immatériels.

Le Maître de l'Ouvrage se réserve le droit de demander à l'Entrepreneur (y compris pour dégâts des eaux et incendie) communication des plafonds de garantie par catégorie de risques et exiger, si les circonstances le justifient, l'augmentation de tel ou tel de ces plafonds.

2. Conformément aux dispositions de la loi n° 78.12. du 4 janvier 78, et de ses textes d'application, relatives à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction, l'Entrepreneur doit, de même, justifier qu'il est titulaire d'une police d'assurance couvrant la responsabilité qui peut être engagée sur le fondement de la prescription établie par les articles 1792 et suivants du Code Civil à propos de travaux de bâtiment pendant la durée découlant des dispositions de l'article 2270 dudit Code Civil.

3. Le Maître d'ouvrage pourra, à tout moment, demander aux entrepreneurs de justifier le paiement des primes afférentes aux assurances.

4. Aucun règlement, aucun remboursement de la retenue de garantie ou de cautionnement ne sera effectué au profit de toute entreprise qui ne pourrait produire les quittances nécessaires attestant qu'elle a intégralement payé la part des primes à sa charge.

Ces quittances d'assurances sont à joindre obligatoirement à la situation de travaux des mois de juin et décembre.

5. Le Maître de l'Ouvrage se réserve le droit, sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 49 du C.C.A.G., de payer directement les primes à la compagnie d'assurances et d'en imputer le montant sur les sommes dues à l'entrepreneur.

ARTICLE 10

EXECUTION du présent C.C.A.P.

Par le seul fait de présenter un Acte d'engagement, l'entrepreneur déclare avoir pris connaissance du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières et en accepter toutes les clauses et conditions.

ARTICLE 11

DEROGATIONS au C.C.A.G. : Articles du C.C.A.P. dérogeant au C.C.A.G.

- 4.3. Pénalités pour retard dans l'exécution et primes pour avance
- 5.1. Retenue de garantie (complément au C.C.A.G.)
- 6.2. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits (alinéas 1 et 3)
- 9.4. Documents fournis après exécution (complément au C.C.A.G.)

Fait à CLEDEN-POHER, le 13 juillet 2016
Monsieur le Maire, Maître de l'Ouvrage,

Pour accord, l'Entrepreneur